

**Texte de Jean-François Chassay, professeur au département d'études littéraires de l'UQAM, publié dans *Le Devoir* du 16 avril 2009**

J'aimerais faire quelques remarques concernant l'actuelle grève des professeurs qui a lieu à l'UQAM. J'ai voté en faveur de cette grève, sans plaisir, mais sans hésitation et sans remords. J'enseigne et je fais de la recherche dans cette université depuis 1991 et je suis professeur titulaire depuis 1998. Le service des communications m'écrit souvent, à moi comme à bien des collègues, pour me remercier de ma contribution dans les médias au rayonnement de l'institution. Manifestement, tout cela n'a que peu d'importance lorsqu'il s'agit de proposer quelque chose (j'ai envie de dire : n'importe quoi, mais quelque chose) à la table des négociations.

On parle beaucoup de la question salariale dans les médias. Il est vrai que nous sommes moins payés qu'ailleurs. Mais là n'est pas la principale revendication. Elle concerne les conditions de l'enseignement, d'abord. Parmi toutes les tâches (recherches, services à la collectivité) que je dois assumer, je donne ce trimestre deux cours de premier cycle à un total de 105 étudiants. J'ai beaucoup de plaisir dans ces deux cours et j'ai passé plusieurs dizaines d'heures à corriger des travaux il y a quelques semaines. Mais au milieu de tout ce qu'on nous demande, il est impossible d'encadrer les étudiants et de corriger adéquatement comme on devrait pouvoir le faire. Ceux qui disent le contraire sont des menteurs (ou des paresseux...). Je dirige également 11 mémoires de maîtrise et 9 thèses de doctorat. Ceux qui connaissent le métier sauront apprécier... Il y a des universités où, dans les cours de premier cycle, on retrouve deux dizaines d'étudiants. Dans mon département, ce trimestre, il y a trois séminaires où le nombre d'inscrits excède la vingtaine. C'est inadmissible. On ne peut, décemment, appeler cela un séminaire. Nous nous battons, par ailleurs, pour des conditions de travail qui concernent toutes les universités. Nous ne sommes pas les seuls en négociation, et pas les seuls à considérer que l'université doit rester un lieu fondamental pour la pensée, pas seulement une usine à diplômes.

J'ai actuellement la désagréable impression d'être pris pour un imbécile. Personne ne prend la peine de nous dire ce qu'on pense de nos demandes (depuis 22 mois!). La direction refusait de négocier, parce qu'elle attendait un rapport (le rapport AON), portant sur les revendications syndicales, commandé par le gouvernement et affirmait ne pouvoir rien faire sans cela. Nous avons enfin eu droit au fameux rapport. Je n'ai pas sauté une virgule, je n'ai rien appris, et ça m'a demandé 20 minutes de lecture. Coût: 100,000\$ (il faudrait additionner les coûts des rapports inutiles commandés depuis 18 mois...). Le problème, c'est que le rapport donne entièrement raison aux professeurs. Alors le gouvernement a décidé de créer un comité qui va se pencher sur la question et qui rendra un avis éclairé dans plusieurs mois. En échange de quoi, il nous accorde immédiatement 2% d'augmentation et 25 postes de professeurs dans un an. Nous en demandons 300; 35 professeurs par année, en moyenne, prennent leur retraite et on nous en offre 25. Faites le calcul... Rien sur les autres revendications qui concernent l'aide aux étudiants (financièrement), l'encadrement, etc. Et en échange de cette offre, bien sûr, on s'engage à ne pas faire la grève pendant les mois en question. Bref, tout cela ne pourrait que retarder la situation, la pourrir davantage.

Des gens disent qu'en période de crise, il faut accepter... n'importe quoi. D'abord, il ne faudrait pas faire la grève, ce serait manquer d'imagination. Mais somme-nous ceux qui avons le moins d'imagination? Au cours des dernières années, des conflits entre professeurs et universités se sont réglés, à l'Université Laval, à l'Université du Québec à Trois-Rivières, et à l'Université de Montréal grâce à une grève. Ce n'est quand même pas notre faute si les directions universitaires ne semblent, hélas, ne comprendre que ça. Dans les hautes sphères, il est interdit d'avoir de l'imagination? Et je ne vois pas en quoi, parce que nous sommes des privilégiés, nous devrions nous taire et attendre. Je suis très sensible à l'injustice sociale, à la pauvreté et à la violence, mais il ne faut pas comparer des pommes et des oranges.

Si nous ne demandons rien et que rien ne change, est-ce que quelqu'un croit que le chômage au Québec va diminuer d'un iota? Sincèrement? Quand on fait du nivellement par le bas, sur le plan intellectuel, tout tire vers le bas. N'est-ce pas la même chose au plan économique? Je paye des impôts, beaucoup, et ce n'est que justice. Mais si même les intellectuels ne disent rien et n'agissent pas quand on les prend manifestement pour des imbéciles, pensez à ce que sera la manière dont on va traiter les autres ensuite. Tout ça, franchement, n'est pas très gai.

Jean-François Chassay  
Département d'études littéraires